

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 20/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA EAU**

765 rue Henri Becquerel  
CS 29045  
34000 Montpellier

Références : -  
Code AIOT : 0018100078

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement VEOLIA EAU implanté ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 Salindres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la dernière réunion de l'observatoire des odeurs qui s'est tenue à Salindres le 5 septembre 2024, il a été évoqué la difficulté pour les riverains d'obtenir des explications aux causes possibles des nuisances olfactives ressenties, notamment par méconnaissance des évolutions et améliorations éventuelles apportées aux process industriels des différentes installations classées du secteur.

La visite réalisée de façon inopinée avait pour but de faire un état des lieux des mesures mises en place par la plateforme de compostage exploitée par VEOLIA EAU pour limiter ces nuisances à la source et constater leur efficacité sur le terrain.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA EAU
- ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 Salindres
- Code AIOT : 0018100078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme créée en 2000 a été exploitée successivement par les sociétés AM Industries, SOUREIL et VEOLIA Eau. Soumise à l'origine à déclaration, elle est devenue soumise à autorisation suite à la création de la rubrique 2780 par le décret du 29 octobre 2009.

Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2012-51 du 8 juin 2012 qui est basé sur l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 relatif aux installations de compostage.

L'établissement est situé sur la commune de Salindres, lieu-dit « Le Barthas » sur un terrain d'une superficie totale de 1,25 ha.

Il est entouré par des établissements industriels :

- au nord, la plate-forme chimique Rhodia-Axens ;
- à l'est, l'usine de céramiques CTI ;
- au sud, la centrale à béton BCP-Lafarge, IRIS (conditionnement de produits agropharmaceutiques) et BIOS DEVELOPPEMENT (fabrication d'engrais) ;
- à l'ouest, l'usine de tri-compostage SUEZ.

L'habitation la plus proche est à 330 m au sud-est ; le bourg de Salindres est à 750 m au nord-est.

L'activité principale de l'établissement est le compostage de déchets verts broyés ou d'écorces et de boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

Les installations sont dimensionnées pour le traitement de 40 t/j soit 14 600 t/an de déchets comprenant environ :

- 8 540 t de boues,
- 6 060 t de déchets verts ou d'écorces.

La plupart du compost produit est conforme à la norme NFU 44-095. Toutefois, lorsque le compost n'est pas conforme à la norme, il est valorisé dans le cadre d'un plan d'épandage ou éliminé dans une installation de stockage autorisée, selon sa teneur en substances indésirables (éléments traces métalliques et composé traces organiques).

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets canalisés et diffus	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Prévention des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 2.1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.2.	Sans objet
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.3.	Sans objet
4	Contrôles à l'émission	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.5.1.	Sans objet
5	Registre des incidents	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.4.	Sans objet
7	Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 2.1.4.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1. Le visite inopinée a conduit à constater des dysfonctionnements dans les modalités d'exploitation de la plateforme de compostage qui peuvent être à l'origine de nuisances olfactives perçues à l'extérieur de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets canalisés et diffus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté les faits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les portes du bâtiment de fermentation à ouverture rapide par détection qui étaient défectueuses ont été remplacées par de nouvelles portes début mars 2023 selon les bons de commande présentés, toutefois la porte du quai de déchargement des boues est maintenue ouverte en permanence pour faciliter les manœuvres de la chargeuse, ainsi que la porte à l'arrière du bâtiment, ce qui ne permet pas d'assurer un confinement correct du bâtiment ni le traitement de l'ensemble des odeurs émises via le bio-filtre ;</li><li>- la porte du bâtiment de maturation et criblage reste également en position ouverte pour faciliter les allers-et-venues de la chargeuse;</li></ul>

<p>- la présence d'un important stockage de refus de criblage atteignant une hauteur d'environ 3 mètres, entreposé sur une aire gravillonnée à l'extérieur du bâtiment dédié au criblage et à la maturation, ce qui présente également une source potentielle de nuisances odorantes non captées.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2012 susvisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces constats non conformes ayant déjà été dressés en 2021, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de modifier ses conditions d'exploitation afin de remédier à ces dysfonctionnements récurrents, sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Valeurs limites de rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 mg/Nm3 d'hydrogène sulfuré (H2S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h ;</li> <li>• 50 mg/Nm3 d'ammoniac (NH3) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon le rapport du bureau d'études Olentica en date du 03/10/2024 présenté lors de l'inspection, les résultats issus de la campagne d'analyses physico-chimiques réalisée le 30 septembre 2024 sur les concentrations en NH3 et H2S mesurées en sortie de l'unité de désodorisation sont conformes aux valeurs limites de rejets prescrites par l'arrêté préfectoral du 8 juin 2012 susvisé. Ces résultats conformes sont toutefois à nuancer car selon les conclusions du rapport:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il apparaît que le débit d'air dans le biofiltre semble relativement faible en comparaison au fonctionnement normal d'un biofiltre de ce type;</li> <li>• La concentration en H2S en entrée du biofiltre est de 0,02 mg/m3, soit déjà très inférieur au seuil réglementaire;</li> <li>• Concernant les autres composés soufrés, seul le CS2 a été détecté en entrée et sortie de biofiltre à de faibles concentrations en entrée;</li> <li>• Concernant les analyses olfactométriques, la concentration d'odeur en entrée du biofiltre est faible (785 uoE/m³).</li> </ul> <p>L'entrée d'air frais dans bâtiment par les portes avant et arrière maintenues ouvertes pourrait expliquer en partie les faibles concentrations mesurées en amont du bio-filtre, et par conséquent, les bons résultats en sortie.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Pour atteindre cet objectif, les effluents sont rejetés par un biofiltre à 2 m de Hauteur avec les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit : <math>\leq 144\,000\text{ m}^3/\text{h}</math>.</li> <li>• niveau d'odeur : <math>\leq 1\,200\text{ uoE}/\text{m}^3</math>.</li> <li>• débit d'odeur : <math>\leq 173\,000\,000\text{ uoE}/\text{h}</math></li> </ul>
<b>Constats :</b>  Selon le rapport du bureau d'études Olentica présenté lors de l'inspection, les résultats issus de la campagne d'analyses olfactométriques réalisée le 30 septembre 2024 sont conformes aux valeurs limites de rejets prescrites par l'arrêté préfectoral du 8 juin 2012 susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Contrôles à l'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les paramètres mentionnés aux articles 4.2 et 4.3 font l'objet de mesures périodiques de fréquence annuelle, en période estivale.
<b>Constats :</b>  La campagne de mesures des paramètres mentionnés aux articles 4.2 et 4.3 a été réalisée en date du 30 septembre 2024 par la société spécialisée OLENTICA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Registre des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient un registre dans lequel sont mentionnés tous les incidents susceptibles d'être à

<p>l'origine de nuisances olfactives. Ce registre mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la nature et les circonstances de l'incident,</li> <li>la date et l'heure du début et de la fin de l'incident et sa durée,</li> <li>les conséquences connues (par exemple : signalement par le public de nuisances olfactives),</li> <li>les mesures prises pour remédier à l'incident et pour éviter son renouvellement.</li> </ul> <p>L'exploitant adresse trimestriellement à l'inspection des installations classées un extrait du registre dès lorsqu'il y a eu au moins un incident dans le trimestre. En fonction de leur gravité, les incidents peuvent aussi faire l'objet de l'information immédiate prévue à l'article 6.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre des incidents qu'il a présenté à l'inspection. Néanmoins, les deux derniers incidents relevés sur ce registre, datés respectivement de l'année 2022 (jour non précisé) et du 28/02/2023, qui concernaient le constat du dysfonctionnement des portes du bâtiment de fermentation et le report de la date de leur remplacement, sont toujours qualifiés « en cours », alors que ces opérations se sont terminées il y a plus de 2 ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à tenir ce registre à jour en précisant la date de fin des actions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Prévention des nuisances et des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 2.1.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols. [...] Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>1/ Maintenance du système de traitement de l'air :</u> Selon les déclarations de l'exploitant, les dernières opérations d'entretien réalisées sur le biofiltre ont été les suivantes: - le dernier changement du biofiltre et le rinçage de la pouzzolane ont été réalisés en novembre 2022, le programme d'entretien ne prévoyant ce changement qu'en cas d'analyses non conformes, ;</p>

- la vérification de l'état du biofiltre se fait 1 à 2 fois par semaine et consiste à contrôler le niveau d'eau dans le bassin de récupération des lixiviats et à vérifier si le sprinkler n'est pas bouché ; ce dernier est changé généralement en été à titre préventif.

Le jour de la visite, le sprinkler fonctionnait correctement et il n'a pas été perçu d'odeur le long du biofiltre.

2/ Suites données aux dysfonctionnements constatés lors de la visite de l'inspection du 11/10/2021 pouvant être à l'origine de nuisances olfactives et aux préconisations de l'étude technico-économique réalisée en mai 2022 :

- la réfection du bardage du bâtiment de fermentation a été réalisée en 2022 et le remplacement de ses portes début mars 2023 ;
- la dépose de la toiture du biofiltre préconisée a été réalisée pour permettre un renouvellement plus facile du média ;
- une amélioration des performances du biofiltre en terme d'abattement du niveau d'odeurs a été constatée sur les mesures effectuées en sortie du biofiltre ; le rapport Olentica avec prélèvement le 30 septembre 2024 étant conforme en tout point;
- le renouvellement des 5 ventilateurs hélicoïdaux existants par deux ventilateurs centrifuges préconisé dans l'étude technico-économique n'a cependant pas été réalisé.

Il a été fait les constats suivants lors de la visite:

- une odeur caractéristique de compost en fermentation relativement forte a été perçue à l'extérieur des bâtiments, au niveau du parking et à l'extérieur du bâtiment de fermentation ;
- l'automatisation de la porte sectionnelle du bâtiment de maturation qui a été réalisée n'a pas modifié les modalités d'exploitation, cette porte étant maintenue ouverte en permanence pour permettre la réintroduction des refus de criblage dans le procédé;
- la porte du quai de chargement des boues à l'avant du bâtiment de fermentation et la porte à l'arrière de ce bâtiment étaient également maintenues ouvertes pour faciliter les opérations de chargement et de déchargement ; selon les déclarations de l'exploitant, les nouvelles portes mises en place sur le bâtiment de fermentation ne disposeraient pas d'une fermeture automatique, ce qui oblige le personnel à les ouvrir puis les refermer manuellement;
- l'entreposage non autorisé d'un stock de refus de criblage sur une aire à l'extérieur du bâtiment, dont le volume et la hauteur (supérieure à 3 mètres) sont de nature à favoriser la survenue de conditions anaérobies propices à la fermentation et par voie de conséquence, à l'émission de nuisances olfactives.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.1.3. de l'arrêté préfectoral du 08/06/2012.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Réserves de produits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 2.1.4.



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si des produits tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs ou produits absorbants sont utilisés de manière courante ou occasionnelle pour prévenir ou traiter les nuisances odorantes, l'exploitant dispose de réserves suffisantes de ces produits.
<b>Constats :</b>  Le biofiltre ne nécessite pas l'utilisation de produits pour prévenir ou traiter les nuisances odorantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite